

**Discours de Jean-François BEYNEL Premier Président, de la
cour d'appel de Versailles**

Audience solennelle du 17 janvier 2023

Monsieur le Premier Président de la Cour de Cassation,
représenté,

Monsieur le Procureur Général près ladite Cour,

Madame la Première Présidente Honoraire,

La cour vous remercie de votre présence à cette audience
qui nous honore et démontre votre attachement aux
juridictions du fond.

Monsieur le Préfet,

Mesdames et Messieurs les parlementaires, les maires et les
élus,

Madame la Secrétaire Générale du ministère de la justice,

Messieurs les directeurs d'administration centrale,

Mesdames et Messieurs les représentants des autorités
civiles, militaires et religieuses,

Mesdames et Messieurs,

Chers collègues magistrats et agents des greffes,

L'audience est ouverte. La cour d'appel va procéder à
l'installation de magistrats et aux présentations de
fonctionnaires des juridictions.

Avant de débiter cette audience, je souhaite évoquer le décès de **Mme Marie TRUCHET**, notre collègue, vice-présidente au tribunal judiciaire de Nanterre, décès survenu le 18 octobre dernier.

La mort l'a frappée alors qu'elle présidait une audience correctionnelle de comparutions immédiates. Elle s'est effondrée brutalement, victime d'un arrêt cardiaque, alors qu'elle présidait l'audience, en présence de détenus, d'avocats, du public, du greffe et de ses collègues.

Agée de 44 ans, elle a occupé plusieurs postes dans le ressort et était très appréciée de tous : très engagée dans son travail, solidaire avec ses collègues, sachant conseiller et sachant écouter les autres, elle était très investie dans la formation de nos jeunes collègues.

Ce décès pour la juridiction de Nanterre, pour celles de la cour d'appel et pour tous les magistrats et greffiers de France est violent et traumatisant au plus haut point.

Ce décès a été, et est toujours, l'occasion d'une vaste remise en cause, nécessaire, de nos organisations et de nos méthodes.

Il a été aussi la source d'une très belle solidarité localement, par la mobilisation volontaire de nombreux collègues, à la cour et dans les tribunaux du ressort, qui se sont mis à la disposition du tribunal de Nanterre. Je les remercie vivement et chaleureusement.

Il a démontré la très grande conscience professionnelle des magistrats et des greffiers de Nanterre, qui dans la douleur, ont tenu bon.

Je salue ici les chefs de juridictions et de greffe de ce tribunal qui ont été exemplaires. Monsieur le président DEPARIS, un mot, pour vous spécialement, qui avez mobilisé une énergie exceptionnelle avec le procureur et la directrice de greffe, qui avez fait montre d'une bienveillance et d'une qualité d'écoute fortes.

Un mot, pour les trois autres présidents des tribunaux judiciaires que je salue, qui dans ces circonstances ont démontré, à mes côtés, qu'ils étaient solidaires, mobilisés et qu'ils constituaient bien l'équipe du siège de cette cour.

Je remercie également les collègues de toutes les trente-six cours d'appels de France qui nous ont apporté leur soutien et le réconfort de la fraternité dans ces circonstances.

Merci aux Chefs de la Cour de Cassation, présidents du CSM, qui se sont déplacés à Nanterre pour rencontrer les collègues. Ce geste, fort, les mots que vous avez tenus et votre écoute ont été précieux.

Merci à vous, Monsieur le directeur des services judiciaires pour votre présence à nos côtés, votre bienveillance, votre écoute et votre parfaite réactivité qui nous a permis de mettre en place dès le mois de novembre un plan d'action d'urgence aux bénéfices du tribunal de Nanterre, plan qui est déjà effectif grâce à la mobilisation de vos équipes et des nôtres.

Beaucoup reste à faire en suite de cet événement tragique.

Le temps des analyses et des solutions pérennes est arrivé. Nous y travaillons, à la fois en lien avec le tribunal, mais aussi avec l'inspection générale de la justice qui a engagé un travail de mis à plat et avec le conseil supérieur de la magistrature qui s'est déplacé récemment pour une mission spéciale.

Je dédie cette audience à Marie TRUCHET et forme les vœux de l'espérance qui doit nous animer pour tirer les leçons de ce drame.

Je souhaite citer ici un passage de l'Épître de Paul aux Hébreux¹ : « *Cette espérance, nous la possédons comme une ancre de l'âme, sûre et solide; elle pénètre au-delà du voile du drame* ».

Installation des nouveaux magistrats de la cour d'appel

Monsieur le Procureur général vous avez la parole, pour vos réquisitions sur l'installation des nouveaux magistrats de la Cour.

[...]

Merci Monsieur le Procureur général.

¹ Nouveau Testament « Les Epîtres de Paul » Hébreux » chapitre 6 verset 19.

Madame la directrice de greffe, la Cour vous prie de bien vouloir donner lecture des décrets de nominations des magistrats qui sont installés.

[...]

Merci, Mme la Directrice.

Nous installons, aujourd'hui, **six magistrats nouveaux** qui rejoignent les effectifs de la cour.

Votre nombre, vos qualités ne me permettent pas de décrire chacun de vos parcours précédents en détail. Je me livrerai à une présentation de vos anciennes fonctions immédiates et de celles que vous allez exercer.

Vous pourrez retrouver les différents parcours professionnels des nouveaux collègues sur les sites intranet et internet de la Cour d'Appel de Versailles.

Noms	Fonctions antérieures	Fonctions à la Cour
Mme Claire ESTEVENET	Conseillère à la CA de Paris	Présidente de chambre 7 ^e chambre en charge des mineurs
Mme Sophie MACE	Conseillère à la CA de Paris	Présidente de chambre 9 ^{ème} chambre en charge des affaires économiques et financières au pénal
M. Yves GAUDIN	JLD au TJ de Versailles	Conseiller 9 ^{ème} chambre en charge des affaires économiques et financières au pénal

Mme Valérie TALLONE	Procureur adjointe au TJ de Grasse	Conseillère 18 ^{ème} chambre en charge des affaires correctionnelles
Mme Marietta CHAUMET	DACS du ministère de la justice	Conseillère 4 ^{ème} et 14 ^{ème} chambres en charge de la copropriété et des urgences civiles
Eve-Line BERNARDI		Prend ses fonctions de juge placée

A tous je souhaite la bienvenue à la cour et un plein épanouissement professionnel.

Je profite de ces installations, pour me tourner vers notre collègue, Mme Lucile GRASSET, conseillère à la cour qui siège avec nous. Elle assiste à sa dernière audience solennelle devant prendre sa retraite dans les mois à venir. Affectée à notre cour depuis bientôt huit années, elle siège à la chambre des mineurs en charge du pénal et de l'assistance éducative. Je souligne son engagement et ses grandes qualités professionnelles, ses qualités d'écoute et de bienveillante autorité. Je me permets au nom de tous de vous adresser un amical salut.

La cour invite les nouveaux magistrats installés à rejoindre les sièges qui leur sont réservés.

La cour donne acte à Monsieur le Procureur général de ses réquisitions et à Mme la Directrice de greffe de la lecture des

décrets de nominations, dit que du tout il sera dressé procès-verbal, versé aux minutes de la juridiction.

Présentation des nouveaux agents de greffe de la cour d'appel

Monsieur le Procureur général vous avez la parole pour la présentation des nouveaux fonctionnaires.

[...]

Merci Monsieur le Procureur général.

Madame la directrice de greffe vous avez la parole pour la lecture des noms et des titres des nouveaux fonctionnaires affectés à la cour.

[...]

Merci Madame la Directrice.

J'invite les nouveaux fonctionnaires présentés à se lever.

Je partage les propos de Monsieur le Procureur général sur le greffe.

La lecture des missions des greffiers, telles que décrites dans leur statut particulier est révélatrice de l'ampleur de leur positionnement au sein de l'autorité judiciaire².

Je vous souhaite, au nom des magistrats du siège avec lesquels vous travaillez, une pleine réussite et une parfaite intégration.

J'invite les nouveaux fonctionnaires présentés à s'asseoir.

² Article 4 du décret 2015-1275 du 13 octobre 2015 portant statut particulier des greffiers des services judiciaires.

Discours du procureur général

Monsieur le Procureur général vous avez la parole.

[...]

Merci Monsieur le Procureur général.

Discours du premier président

Je souhaite aborder les **trois sujets** suivants :

- **La mobilisation exceptionnelle des pouvoirs publics et de la Nation en faveur du service public de la justice,**
- **La nécessaire préoccupation de l'intégration des jeunes magistrats et fonctionnaires,**
- **Les résultats de la cour d'appel en 2022.**

A - La mobilisation exceptionnelle des pouvoirs publics et de la Nation en faveur du service public de la justice

Je vais vous lire un texte relatif à la réforme de la justice.

M. Léon Bérard et la réforme de la Justice

« On a beaucoup parlé, dit-il, depuis deux ans en France, de la magistrature et de la réforme de la justice. Sachons être justes envers ceux de qui nous exigeons tant de vertus difficiles et de dons rares. Rendons-leur ce témoignage, qui résume non pas une doctrine officielle, mais l'expérience d'hommes mêlés à leur vie et à leurs travaux, à savoir que la magistrature française, si misérablement rétribuée jusqu'au mois de mai 1930, parfois exposée, c'est vrai, aux menaces, aux promesses et aux séductions de la politique, est et demeure une des plus

probes et efficaces »

Ces mots sont d'actualité et marque la nécessité d'engager une profonde réforme de la justice judiciaire.

Pourtant ils sont extraits du quotidien « *L'Ouest-Républicain* » du 18 novembre 1935³ et sont de Léon BERARD alors garde des sceaux, ministre de la justice.

Concordance des temps ? Pérennité des sujets à travers l'histoire ?

³ Extrait du site RETRONEWS de la BNF. « *L'Ouest-Républicain* » du 18.11.1935 pages 1 et 2.

Cet écho à notre actualité est révélateur du chantier souvent remis en chemin de la réforme de la justice et de son adaptation.

Il est certain que dans ce parcours vers une justice plus efficace et plus adaptée, le rapport récent du comité national des Etats Généraux de la Justice fera date.

Trois membres éminents de ce comité nous font l'honneur de leur présence aujourd'hui, Monsieur le Procureur Général François MOLINS, Mme la Première Présidente Chantal ARENS et Monsieur le conseiller d'Etat Christian VIGOUROUX.

J'en veux pour preuve les propos récents de Jean-Marc SAUVE, son président qui dans la dernière publication de la revue « *Commentaire* »⁴ indique que le service public de la justice connaît une crise profonde qui « *a [Je le cite] été masquée jusqu'à une période très récente par l'exceptionnel engagement, voire l'héroïsme, d'un grand nombre de professionnel – magistrats et agents de greffe des juridictions – qui ont réussi à faire « tourner la machine » sans les moyens requis et sans que les conditions structurelles d'un meilleur fonctionnement de l'institution ne soient réunis.* »

Poursuivant le président SAUVE précise que le diagnostic de cette crise « *tient en peu de mots : c'est le déficit de moyens*

⁴ « *Commentaire* » n° 180 hiver 2022 – 2023 page 780.

et l'incapacité à penser le fonctionnement de l'institution de manière systémique ».

L'annonce d'un plan d'actions par le garde des sceaux, ministre de la justice, le 5 janvier dernier constitue, sans aucun doute, **une réponse globale et solide** au diagnostic évoqué.

Ce plan porte sur tous les aspects judiciaires, pénitentiaires et relatifs à la protection de la jeunesse. Je tiens à souligner que ce plan, comme l'a fait le comité national des Etats Généraux, adopte une démarche globale et systémique en abordant tous les aspects de l'activité judiciaire.

Je n'évoquerai que certains de ces aspects les plus sensibles.

Ce plan en prévoyant sur cinq années la création de 1.500 postes de magistrats et de 1.500 postes de greffiers, en prévoyant de porter à terme le montant du budget du ministère de la justice à 11 milliards d'euros, donne à notre institution les moyens qui doivent lui permettre de sortir de la crise.

Au-delà en prévoyant une **profonde réorganisation des structures de gestion et d'administration** de notre institution et des juridictions, en mettant à plat par la médiation la conception de l'œuvre de justice en matière civile, en rénovant, par la loi organique à venir, les modalités de

recrutements des magistrats et de l'élection au conseil supérieur de la magistrature, ce plan donne les outils à la hauteur des ambitions formées par les Etats Généraux de la Justice.

Mais ce vaste chantier ne pourra réellement aboutir qu'à la condition de la réalisation de **trois conditions** : la responsabilisation des acteurs, la pérennisation des engagements de l'Etat et la rénovation de la confiance de la Nation dans le travail de la justice.

Première condition : La responsabilisation des acteurs

L'octroi de tels moyens au profit de notre institution doit produire une profonde réflexion en son sein.

Une réflexion qui doit porter, en premier lieu, sur la nécessaire mobilisation des magistrats pour repenser leurs méthodes de travail, les processus de prise de décision et l'exercice de leur office.

L'arrivée prochaine, en grand nombre, de nouveaux collaborateurs, les juristes assistants, nécessite une modélisation de leur usage, une évolution du métier du juge, moins artisan et plus animateurs, une refonte de son office.

L'accroissement du nombre de magistrats doit conduire ces derniers à revoir la place de l'audience, le travail en équipe, les modes de rédaction des décisions.

Autant de chantiers, Monsieur le directeur des services judiciaires, vous le savez, que nous avons engagés ici dans le ressort de la cour d'appel de Versailles : écriture des avocats rationalisée, rédaction des décisions, mise en place de fiches de poste des juristes assistants, travail sur le rapport à l'audience au pénal et au civil. Ces chantiers sont en cours.

Cette responsabilisation est aussi **celle des chefs de cours et de juridictions** qui doivent, par la formation, la professionnalisation de leurs parcours et l'engagement, se préparer à jouer pleinement leur rôle de managers et de responsables dans la nouvelle cartographie qui se dessine.

Evaluation à 360°, cellule de contrôle de gestion, pilotage par indicateur, conduite de projets sont les corolaires indispensables à une déconcentration accrue des moyens et à une plus grande marge de manœuvre en gestion locale.

Au-delà, il convient à chacun, magistrats, greffiers, avocats de se mobiliser pour le bon usage des fonds publics qui sont accrus. Plus de moyens implique de rendre compte de manière plus claire et plus directe de notre activité.

Il s'agit, là, juste, de la mise en œuvre effective des articles 14 et 15 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 qui disposent que :

- « *Tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi, et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.* »

et que :

- « *La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.* »

Là réside la meilleure solution pour redonner confiance en la justice.

La cour d'appel de Versailles aura l'occasion en 2023 de proposer des outils pour mieux rendre compte de son activité. Je propose, notamment, que nous consacrons régulièrement des **conseils de juridiction publics**, ouverts, regroupant tous les acteurs, à ce sujet du rendu compte.

Deuxième condition : La pérennisation des moyens et des engagements

Les engagements pris doivent être consacrés par une nouvelle loi de programmation. Je forme un vœu essentiel : l'exécution de cette loi doit être pérenne et continue. L'analyse de l'exécution pluriannuelle des lois de programmation, passées, me laisse perplexe.

Les constats des Etats Généraux de la Justice sont clairs : le mal est important. Il faudra de la durée, de la persévérance et de la patience.

Le sujet nécessite de se dégager des aléas des changements d'équipes, des aléas de l'actualité, des lois de circonstance, des déclarations fracassantes et des plans successifs et erratiques.

Le sujet, par son importance, nécessite stabilité législative, évaluation régulière et progressive à périmètre constant, ajustement et surtout une grande humilité et une forte patience. Nous ne réussirons qu'à ces conditions sans vouloir que tout se fasse vite et en prenant le temps d'expérimenter, de mettre en place et de consolider.

Troisième condition : Confiance de la Nation

Si je suis convaincu de la nécessaire responsabilisation des acteurs judiciaires, comme je l'ai dit, je suis aussi convaincu que la réussite de cette profonde transformation, passe par un **préalable de confiance**.

Cette confiance passe par le discours qui doit être tenu sur notre institution. Comment la mobiliser, comment la responsabiliser, comment vouloir qu'elle s'engage dans un tel chantier, sans la respecter et la soutenir.

Je forme là aussi un vœu, celui du respect mutuel.

La justice doit respecter le politique et son action démocratique. Sur le lien entre politique et justice, le comité des Etats Généraux fait des propositions concrètes et précises qu'il faut mettre en œuvre.

Mais, la justice doit être respectée dans son rôle institutionnel de garante des libertés.

Je ne pense pas que la remise en cause régulière des dispositions de l'article 12⁵ du code de procédure pénale sur le rôle de direction de la police judiciaire par le procureur de la République, comme les projets d'évolution de cette dernière, soient des gages de respect de la mission constitutionnelle des magistrats.

Si la justice doit être toujours mise en question dans son efficacité, elle doit pouvoir compter sur le respect de son indépendance et ne pas subir, de la part souvent des autres institutions, des critiques qui portent atteinte à la démocratie, car la critique injustifiée d'une institution par une autre est un crachat que l'on se lance à soi-même, dans un contexte populiste.

J'emprunte, au Premier Président SOULARD, ses propos sur ce point, lors de son installation à la cour de cassation, lorsqu'il a dit : *« À cet égard, le sort de chacune des institutions de la République est lié à celui des autres. Tout discours qui sape la légitimité de l'une affaiblit les autres. »*⁶

Je vous invite sur ce point à lire, dans la même revue *« Commentaire »*⁷ déjà citée, l'article de Didier GUERIN,

⁵ « La police judiciaire est exercée, sous la direction du procureur de la République, par les officiers, fonctionnaires et agents désignés au présent titre. » Article 12 du code de procédure pénale.

⁶ Audience solennelle d'installation de M. Christophe Soulard dans ses fonctions de premier président de la Cour de cassation Allocution de M. Christophe Soulard, premier président de la Cour de cassation Lundi 18 juillet 2022

⁷ « Commentaire » n° 180 hiver 2022 – 2023 page 799 et suivantes.

président de chambre honoraire à la Cour de Cassation sur
« *Faire confiance à la justice : un impératif .* »

Je donnerai deux exemples sur ce point.

Premier exemple.

Trop souvent, la justice est accusée de faire la loi et de ne pas respecter le rôle du législateur, ou celui de l'exécutif. Cette critique est vive, notamment lorsque le juge fait prévaloir la norme européenne sur la norme nationale.

Et pourtant, dans ces circonstances le juge ne fait que respecter la volonté du peuple souverain qui a clairement souhaité qu'il en soit ainsi en ratifiant les conventions et les textes européens.

Loin de recevoir des critiques le juge, dans cet office, doit être soutenu dans sa volonté de régler les litiges par le droit, volonté qui est le fondement de la mise en place des systèmes de protection des libertés et des droits, construits dans le cadre de l'Union Européenne ou du Conseil de l'Europe, volonté de maintenir et améliorer sans cesse notre état de droit.

Second exemple.

Faire litière du procès en laxisme fait à la justice. Sur ce point un rappel de quelques données s'impose.

En 2001, grâce, notamment aux effets de la loi du 15 juin 2000⁸, dite « *présomption d'innocence* », le nombre de détenus écroués étaient de seulement 42.000 à un moment déterminé, avec une durée moyenne de détention de 4,5 mois. Aujourd'hui ces chiffres sont respectivement de plus de 80.000 et de 12 mois en moyenne. L'Allemagne compte 90 millions d'habitants et un nombre de détenus de 50.000, alors que la France avec 20 millions d'habitants de moins connaît 30.000 détenus de plus.

Je constate que le juge peut être en un même temps rendu responsable de l'insécurité et du laxisme et aussi responsable de la surpopulation carcérale.

Régler la question de cette surpopulation, qui frappe les plus démunis et les plus pauvres, ne peut se résumer en des anathèmes lancés sur le juge. Ce règlement nécessite introspection collective et analyse des discours et des injonctions contradictoires mais non des procès d'intention.

Ces trois conditions, responsabilisation, pérennité et confiance réciproque, sont les piliers de la réussite de ce vaste plan d'actions.

*

* *

⁸ Loi 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes.

B - La nécessaire préoccupation de l'intégration des jeunes magistrats et fonctionnaires

Il existe une transformation majeure des attentes des nouvelles générations qui dépasse de loin les métiers des fonctions publiques, mais qui les concerne directement.

Je renvoie sur ce sujet à l'article de Laurent CHAMBAUD⁹, ancien directeur de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique, publié dans « *Acteurs publics* » le 3 janvier dernier.

Il y formule quatre hypothèses sur les raisons qui sous-tendent le peu d'appétence des jeunes pour la fonction publique.

- Premier facteur : Les faibles rémunérations dans les métiers des fonctions publiques : enjeu majeur pour des métiers qui ont perdu une forme de reconnaissance sociale, le salaire en étant une traduction forte.
- Un deuxième facteur : la transformation majeure de nos sociétés qui s'exprime avec force chez les jeunes, qui n'attache plus de valeur à la pérennité des emplois. Cette "trajectoire" ne fait plus rêver les jeunes.

⁹ In « Acteurs publics » du 3 janvier 2023 « Comment redonner envie aux jeunes de se tourner vers la fonction publique ».

Bien au contraire, ce type d'argument devient contre-productif, car il donne une image d'enfermement, de sillon tout tracé dont il est difficile de s'extraire.

- Troisième facteur : le défaut d'attractivité au regard de la diversité. Comment briser le plafond de verre ? Ces questions interrogent le système de méritocratie à la française.
- Quatrième facteur : les organisations du travail qui ne sont plus attractives face aux demandes d'exercice professionnel des jeunes générations. À l'heure où sont fortement poussées les notions de co-développement, où existe une forte sensibilité à des conditions d'exercice professionnel qui autorisent et même facilitent la créativité, l'initiative et le travail en équipe, les services publics sont encore bien trop ancrés sur des notions d'organisations verticales et bien timorés pour laisser une marge d'autonomie dans l'exercice professionnel de leurs agents.

Nous sommes face à des défis clairs :

- Assurer une rémunération à la hauteur des enjeux : de ce point de vue l'annonce d'une hausse très importante de la rémunération des magistrats et des greffiers en 2023 est une réponse forte,
- Mais aussi mettre à disposition des parcours professionnels diversifiés aux futurs acteurs de la justice par le développement des expériences extérieures,

- Assurer les recrutements dans la diversité,
- Changer nos organisations de travail en laissant une place à l'initiative, au travail en équipe et à la solidarité.

La mise en œuvre du plan d'actions, annoncé par le Gouvernement, passe par des recrutements massifs, dans les cinq années qui viennent, de magistrats et de fonctionnaires : 3.000 en tout. Des promotions annuelles de jeunes magistrats à l'Ecole Nationale de la Magistrature sont déjà formatées à des chiffres impressionnants : 380 dès cette année et plus de 450 par an dans les années suivantes.

Si ces chiffres sont réconfortants, ils sont aussi inquiétants par leur ampleur et par la nécessité de trouver les viviers utiles et de maintenir un niveau de qualité.

Une réflexion doit être conduite sur ce sujet, et je sais, Monsieur le directeur des services judiciaires votre mobilisation sur ce sujet.

Le repérage des bons étudiants n'est pas simple et constituer un vivier s'anticipe. C'est d'ailleurs une problématique que nous avons travaillé avec le Procureur Général en mobilisant, depuis plusieurs mois, les universités de Nanterre et de Saint-Quentin en Yvelines, sur notre ressort. Nous avons engagé de

manière résolue avec ces deux structures une sélection, dès la maîtrise, des étudiants susceptibles de devenir juristes assistants par une action d'anticipation et de sélection.

Je remercie à cette occasion les doyens de ces deux universités et leurs équipes, notamment Mme De Virville et Mme Amrani-Mekki pour leur engagement.

Au-delà de la recherche de talents et de viviers, ces recrutements massifs doivent être considérés comme une double chance pour le corps judiciaire.

D'une part, ces recrutements doivent intégrer une très large ouverture vers des compétences extérieures. Nous devons, plus facilement, sans crainte et très largement, accueillir dans le corps des magistrats des personnes issues de milieu divers par l'intégration : avocats, juristes, cadres du privé, fonctionnaires d'encadrement des trois fonctions publiques, et universitaires. La magistrature ne peut qu'être renforcée par ce vent du large.

Les modalités de sélections et de recrutement doivent être accélérées et facilitées. Je pense que l'étape du détachement judiciaire doit être renforcée. De même, ce mouvement doit être synallagmatique et doit conduire les magistrats à goûter les joies d'un exercice professionnel en dehors du corps, notamment pour ceux qui se destinent à l'exercice des responsabilités à la tête des juridictions. Il y va de notre capacité à demeurer légitime et à affronter les défis de la déconcentration et de la gestion de nos juridictions.

D'autre part, ces recrutements doivent prendre en compte la recherche de la diversité et l'égalité des chances. Ils sont une opportunité pour permettre de rechercher, parmi les étudiants issus des milieux les plus modestes et les plus éloignés du monde judiciaire, hors de l'entre soi, des talents.

C'est un impératif républicain nécessaire là aussi à la légitimité de l'action judiciaire et à la pérennité de nos institutions.

Sur ce point, nous sommes, ici à Versailles, résolument engagés. Avec le Procureur Général nous avons noué des partenariats effectifs avec l'université de Nanterre en offrant des stages longs avec tuteurs à des étudiants de l'Académie du Droit (ADN) animée par la professeure Amrani-Mekki, et à des étudiants de Saint-Quentin.

Nous allons, dans les prochains jours, signer une convention¹⁰ de partenariat avec l'association «*La Courte Echelle*»¹¹, présidée par Youssef BADR, magistrat, dont l'objet est d'œuvrer pour **l'égalité des chances**.

L'association, qui fait l'objet d'un reportage dans l'édition DALLOZ Actualités d' met en relation des étudiants, de la filière juridique, avec des mentors bénévoles, professionnels du droit.

Par ailleurs, la réussite des recrutements passe par l'accueil et le suivi des jeunes collègues, magistrats et greffiers, dans leurs premières années de fonction. Tutorat, suivi individualisé,

¹⁰ « Nouveauté 2023 : une convention entre la cour d'appel de Versailles et « la Courte Échelle » va voir le jour afin de créer un canal officiel de recrutement pour répondre aux besoins de stagiaires, de juristes assistants et d'assistants de justice des juridictions du ressort » in « **La courte-échelle, le pont entre étudiants et magistrats** » DALLOZ Actualités du 16.01.23 [La courte-échelle, le pont entre étudiants et magistrats | Dalloz Actualité \(dalloz-actualite.fr\)](https://actualites.dalloz.fr/la-courte-echelle-le-pont-entre-etudiants-et-magistrats)

¹¹ [Accueil - La Courte Echelle \(asso-la-courte-echelle.fr\)](https://asso-la-courte-echelle.fr)

attention aux conditions matérielles de logement, écoute des difficultés, formation sont les devoirs des responsables vis-à-vis de nos jeunes collègues.

Nous avons déjà lancé ces actions en dotant chaque nouveau magistrat d'un tuteur, en montant un groupe de travail sur l'accueil des nouveaux qui doit rendre ses conclusions en avril prochain, groupe animé par la directrice du service administratif régional, Mme LALLIARD et son adjointe, dont je salue l'engagement et celui de leurs équipes sur ce sujet, en lançant une vaste action sur la santé et la qualité de la vie au travail.

Ce travail ne se limite pas à nos actions propres. Nous avons souhaité mutualiser et partager, sur ce sujet, avec d'autres et nous nous sommes rendus à la cour d'appel de DOUAI, pour une journée de travail le 3 janvier dernier.

Il nous faudra, en 2023, poursuivre nos actions en ce sens pour engager un travail de pédagogie à l'égard des jeunes générations. Cette pédagogie est essentielle, non seulement pour faire connaître notre institution, il y va de sa légitimité et de la confiance qu'elle doit acquérir, il y va de son avenir en investissant dans les ressources futures.

Sur ce point, je souhaite, à nouveau, remercier Mme la Première Présidente honoraire, Chantal ARENS, qui nous fait l'honneur de sa présence et qui est particulièrement investie auprès de nous en étant la « *marraine* » effective des nouveaux magistrats de l'année et qui s'est engagée dans un travail exemplaire vis-à-vis des scolaires.

C – Les résultats de la cour d’appel en 2022

Une plaquette vous a été distribuée qui reprend nos résultats pour l’année 2022. Elle vous sera, également, adressée par messagerie et publiée sur notre site internet.

Dans tous les domaines d’activité la cour a connu une activité soutenue qui lui a permis de réduire les délais de traitement des affaires et ses stocks.

Cette tendance, très positive, est surtout marquée en matière civile, où dans tous les secteurs d’activité le nombre d’affaires évacuées dépassent le nombre d’affaires nouvelles.

Ces résultats ne sont pas le fruit du hasard : ils sont le fruit de l’investissement permanent des magistrats et des greffiers de cette juridiction qui doivent être fiers de leur engagement. Ils ont bien servi la République et les justiciables. Ils ont su, dans un contexte difficile, se mobiliser non seulement sur la quantité de décisions rendues mais aussi sur leur qualité, par la mise en place de méthodes efficaces.

Je forme des vœux pour que 2023 voit l’aboutissement du travail massif engagé sur les écritures des avocats et celle des magistrats, et sur les frais irrépétibles. Ces deux sujets font l’objet d’un travail profond, conduit par Nathalie BOURGEOIS DE RYCK, première présidente de chambre, avec les responsables de pôles civils, que je remercie.

Je forme des vœux, également, pour que l’essentiel travail engagé par Didier SAFAR, premier président de chambre, avec les responsables des pôles pénaux, sur les rapports à l’audience

et la rédaction des arrêts, se poursuit et débouche sur des résultats dès 2023. J'ai confiance en cette réussite.

Je salue le travail important engagé par les responsables de pôle, sous la conduite des deux premiers présidents de chambre, sur l'organisation du service, l'amélioration de la transversalité et la recherche de méthodes de travail nouvelles.

Ce travail qui a donné lieu, en séminaires notamment, à des mises à plat et des formalisations riches doit se poursuivre et aboutir cette année, en lien avec la direction de greffe et ses cadres.

Quelques points d'attention pour notre activité en matière pénale : la gestion des affaires criminelles et la tension sur le contentieux en appel relatif aux mineurs.

Le procureur général a eu l'occasion à l'instant de développer le premier point. Je souscris à ses analyses. Nous devons Monsieur le directeur des services judiciaires évoquer, à nouveau, ce sujet avec vous.

Le bon fonctionnement de la cour d'appel est, aussi, une responsabilité partagée avec les acteurs essentiels que sont les avocats.

Je salue les bâtonniers du ressort dont l'équipe a été profondément renouvelée cette année.

Bienvenue aux nouveaux bâtonniers et vice-bâtonniers élus : maître Stéphane ALAIMO (barreau du Val-d'Oise), maître Valérie RIVIERE-DUPUY (barreau d'Eure-et-Loir), maître Isabelle CLANET DIT LAMANIT (barreau des Hauts-de-Seine) et maître Fabien ARAKELIAN, vice-bâtonnier, de ce dernier

barreau, qui rejoignent tous le bâtonnier Marc MANDICAS du barreau des Yvelines.

Mesdames et Messieurs les bâtonniers, j'ai aujourd'hui, une pensée confraternelle (*vous m'excuserez de ce terme que j'emprunte à vos usages*) pour vos prédécesseurs les bâtonniers CRUCHAUDET, RAYNAL et GUICHARD, qui m'ont accueilli, et avec lesquels j'ai pu travailler en toute confiance.

Je suis très heureux des travaux de fond que nous avons entrepris sur des sujets pratiques, de manière concrète. Nos réunions régulières sont riches, libres et constructives. Nous avançons. Vous pouvez avoir confiance en nous. La foi du palais, à laquelle je suis très attaché, qui est la marque de nos échanges, est la garante de nos réussites à venir.

Notre activité ne saurait se concevoir sans concertation et sans dialogue social. Cette année voit la mise en place d'une nouvelle instance, lieu de ce dialogue : le **comité social d'administration**, qui pour la première fois sera composé de magistrats et d'agents des greffes.

Je souhaite vous présenter les membres de ce comité récemment élus et qui prendront leur fonction représentative cette année, très prochainement : Mesdames CHARLIER, CAPRIN, DA CAMARA, CAZAUTET, GUIROUX, BORREL, BAUDET, CAMPISTRON, LAUTIER, BRUNEAU-BERCHERE et Messieurs RICHARD, MALLET, DESIX, et PICQUOT.

Je les remercie de se lever pour que chacun puisse identifier ses représentants.

Nous vous adressons nos sincères félicitations pour cette élection et nous nous réjouissons de pouvoir mettre en

place, avec vous, cette nouvelle instance que nous souhaitons active et un lieu de débats riches et constructifs.

*

* *

Je souhaite à chacun d'entre vous, pour vous-même et vos proches une excellente année 2023.

Je vous livre pour affronter cette année nouvelle cet extrait de « *A l'échelle humaine* » de Léon BLUM : « *L'œuvre juste et nécessaire s'accomplira. Si jamais les misères et les vilénies du temps présent jetaient le trouble dans nos cœurs, eh bien, projetons nos regards au-delà de notre moment circonscrit de la durée vers le passé et l'avenir ; étendons la vue au-delà de notre canton étroit de l'espace vers le tout harmonieux de l'univers. Il ne s'agit pas d'oublier la tâche immédiate et de nous en divertir par de vaines contemplations. Nous ne sommes pas des rêveurs, nous n'avons pas les moyens de rêver ; mais le moment présent passera vers un avenir heureux* »

Monsieur le Procureur Général, avez-vous d'autres réquisitions.

[.....]

Merci Monsieur le Procureur Général.

La cour vous invite à une collation.

Mais avant je vous invite à demeurer en place, nous allons procéder, le procureur général et moi-même à la remise de la médaille d'honneur des services judiciaires, échelon or, à Monsieur Dimitri TCHOUANI, agent de sécurité de ce bâtiment.

J'invite Monsieur TCHOUANI à nous rejoindre au pied de l'estrade.

L'audience solennelle est levée.

Je vous remercie.

[Cérémonie de remise de la médaille d'honneur des services judiciaires à Monsieur TCHOUANI]

Nous vous rejoignons pour la collation prévue, en salle du restaurant administratif.